



ACADEMY OF FINANCIAL MANAGEMENT



Améliorer les institutions de financement public du développement durable: Contexte européen

Tetiana Iefymenko

prof., D.Sc. (Econ.),

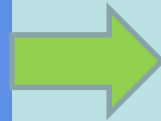
*Président de l'Academy of Financial
Management, membre titulaire de la
Académie nationale des sciences
d'Ukraine*

LE CONTEXTE EUROPÉEN DE LA MISE EN ŒUVRE DES ODD

2030 AGENDA



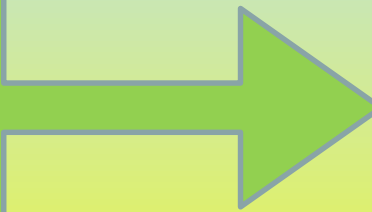
FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT



SUSTAINABLE DEVELOPMENT GOALS



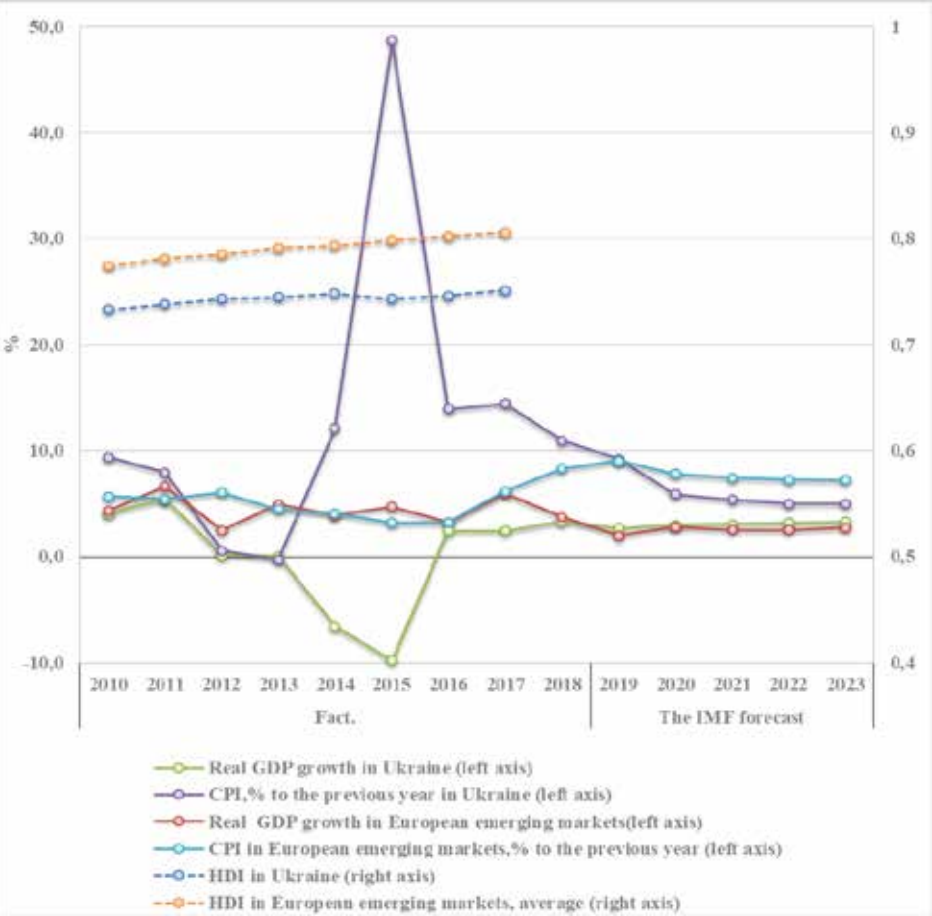
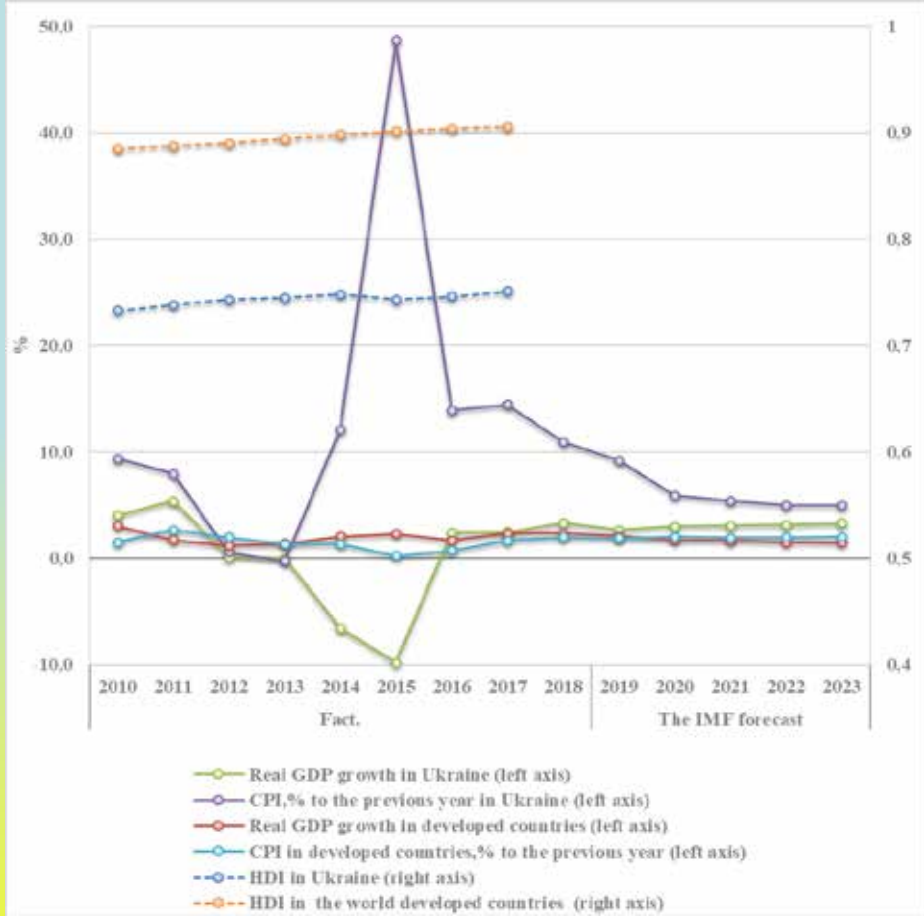
Déclaration commune du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres de l'UE réunis au sein du Conseil, du Parlement européen et de la Commission, *Bruxelles, le 7 juin 2017*



The European Consensus on Development



CROISSANCE DU PIB RÉEL, INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN (IDH) ET INDICE DE PRIX À LA CONSOMMATION (IPC) POUR 2010-2023



**Ukraine et Monde
Pays développés**

**Ukraine et européen
Marchés émergents**

Source: données sur l'Ukraine pour la période 2010-2018 - Statistiques nationales de l'Ukraine; données pour 2019-2023 - prévisions du FMI pour les groupes de pays du monde pour 2010-2023 - données de l'indicateur du FMI sur l'IDH - Rapport sur le développement humain 2018 / Programme des Nations Unies pour le développement

UKRAINE OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Priorités

- Pas de pauvreté
- Bonne santé et bien-être
- Éducation de qualité
- Travail décent et croissance économique
- Innovation industrielle et infrastructures
- Villes et communautés durables
- Justice pour la paix et institutions solides

Art 36. L'UE et ses États membres s'emploieront à promouvoir:

- Fiscalité progressive et politiques publiques redistributives
- Mieux partager les bénéfices de la croissance
- La création de richesses et d'emplois décents
- Un meilleur accès aux facteurs de production : terre, finances et capital humain



2018	(Indicateur / note)
Index de Gini	25
Indice de développement humain (IDH)	0,751 / 88
L'indice de compétitivité mondiale (5e pilier Enseignement supérieur et formation)	5,1 / 35
Indices Doing business	65,75 / 76
Indice mondial d'innovation	38,52 / 35

GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

La coopération de l'Ukraine avec l'UE et le FMI

Accord d'association UE-Ukraine (articles 346 et 347)

Gestion des finances publiques:

- Devrait être basé sur les normes internationales
- Vise à fournir un contrôle interne et un audit externe fiables
- Devrait respecter les principes de responsabilité, transparence, économie, efficacité et efficacité

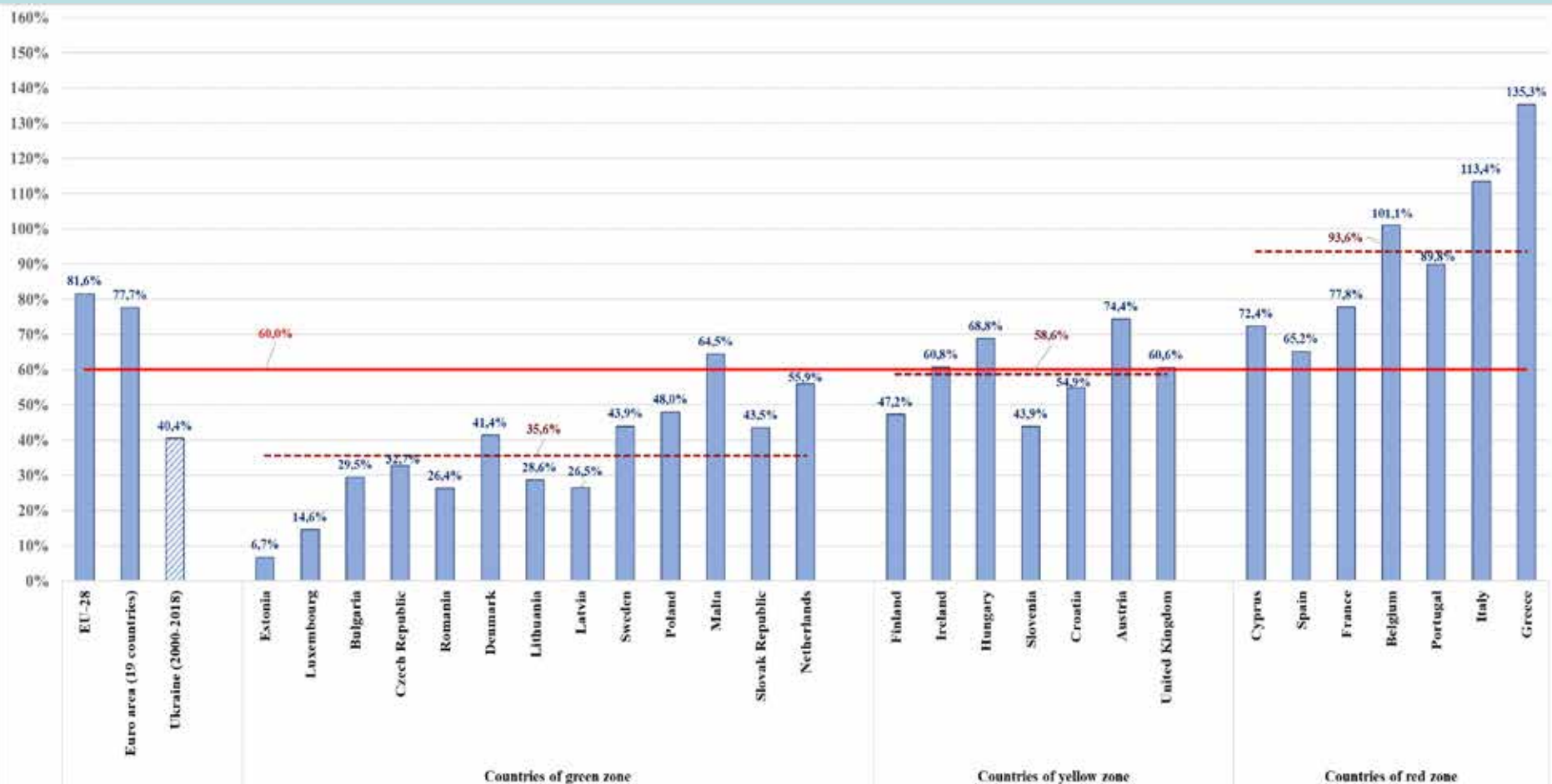
Introduction des meilleures pratiques liées à:

- Développement de la planification budgétaire à moyen terme
- Amélioration de la méthode du programme cible
- Améliorer l'efficacité des programmes budgétaires, leur ciblage des ODD

Mémorandum Ukraine - FMI (2018)

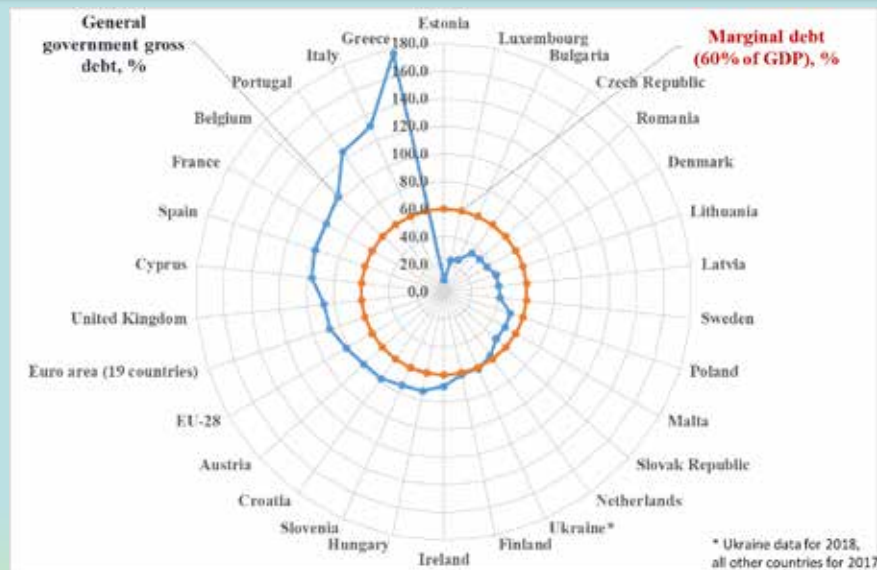
- Introduction de réformes fiscales plus vastes visant la croissance économique
- Planification budgétaire à moyen terme
 - Un nouvel assainissement budgétaire pour assurer la viabilité de la dette à moyen terme
- Réformer le secteur des grandes entreprises publiques
 - Soutien d'un taux de change flexible et d'une position monétaire tendue
 - Lutte contre la corruption

LE NIVEAU MOYEN DE DETTE DU SECTEUR DES GOUVERNEMENTS DANS L'UE ET EN UKRAINE *, % DU PIB

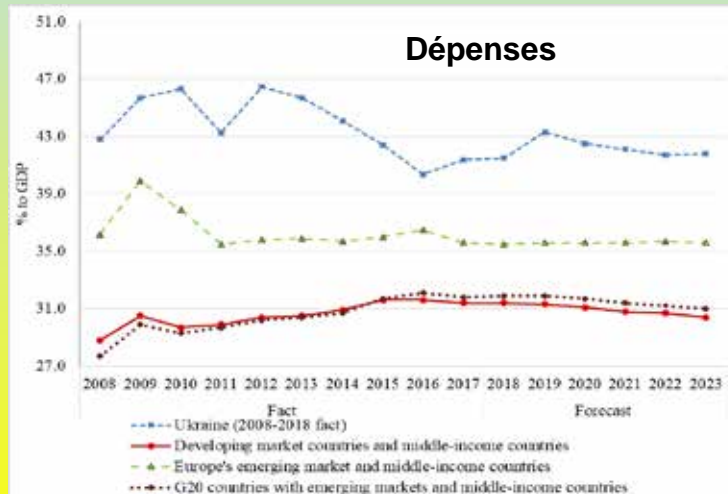
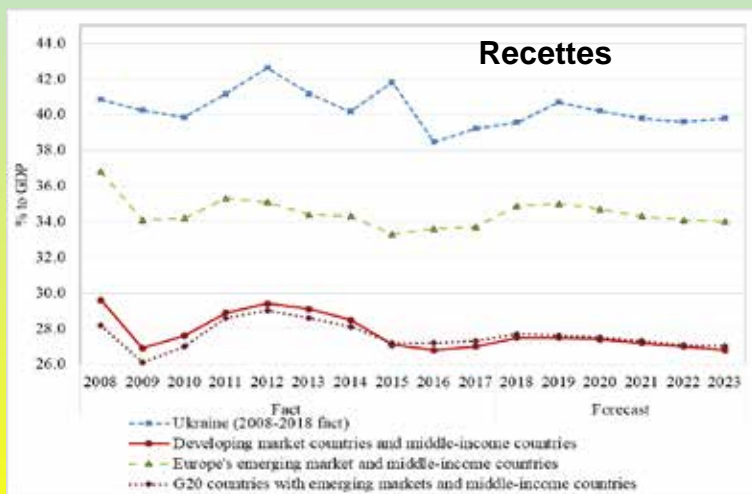


* Le niveau moyen de la dette pour 2000-2017 (pour l'Ukraine 2000-2018)

DETTE, REVENUS ET DÉPENSES DU SECTEUR GG DE L'UKRAINE, % DU PIB



Dette totale



L'UE ET SES ÉTATS MEMBRES RENFORCERONT LEUR PARTENARIAT AVEC:

- Les Nations Unies
- Le Fonds monétaire international
- Le groupe de la banque mondiale
- Banques régionales de développement
- G7, G20, OCDE
- Autres institutions régionales et multilatérales

Un engagement plus fort du secteur privé sera nécessaire, utilisant des instruments financiers innovants pour attirer plus de financement privé pour le développement durable

(y compris les infrastructures énergétiques, de transport et d'eau, de soutien aux petites et moyennes entreprises, secteurs sociaux et environnement)

AMELIORATION DE LA POLITIQUE DE L'ECONOMIE NATIONALE DANS LE SECTEUR FINANCIER

**UE-Ukraine - Accord
d'association:**
coopération dans le domaine
des services financiers (titre
V, chapitre 12)

- Coopération de l'Ukraine avec le FMI:**
- Poursuite de la réhabilitation financière du système bancaire
 - Réglementation des transactions avec les parties liées
 - Supervision et régulation

- Quatrième directive européenne 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 "sur la prévention de l'utilisation du système financier pour le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme"
- Règlement de l'UE 2015/847 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 "sur les informations accompagnant les envois de fonds"
- Normes du Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI)

Projet de loi n° 9417 du 19 décembre 2018 sur la prévention et la lutte contre le blanchiment du produit du crime, le financement du terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive.

Approche de lutte contre le blanchiment de capitaux axée sur les risques

STRUCTURE DU SECTEUR BANCAIRE PAR LES MARCHÉS CLÉS AU 01.01.2019

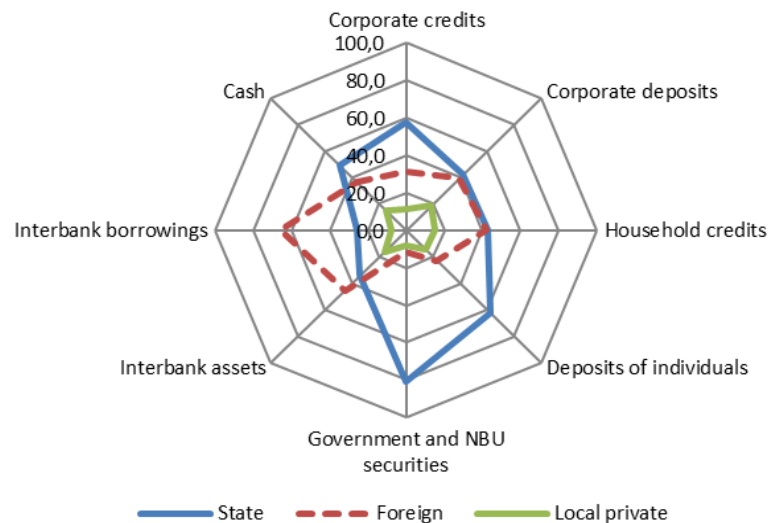
1. **77 banques** , dont 37 à capitaux étrangers et 22 succursales affiliées à 100% de capitaux étrangers, **sont agréées et effectuent des transactions**

2. **Les banques étrangères** en Ukraine sont **représentées par des succursales affiliées de** banques autrichiennes, françaises, italiennes, allemandes, suédoises, polonaises, grecques, chypriotes, hongroises, américaines, turques, kazakhes et russes.

3. **Après la crise de 2014-2015** , le régulateur a **retiré du marché 90 banques** principalement à capitaux nationaux (54% du nombre d'entités juridiques)

4. Sur 2018, le **système bancaire** pour la première fois après 4 ans d'activité déficitaire a **généré un bénéfice de 21,7 milliards d'UAH**

Part des banques privées étatiques, étrangères et locales par les principaux marchés (%)



RECOUVREMENT APRES LA CRISE: LA COMPARAISON DE BANCO POPULAR (ESPAGNE) ET DE PRIVATBANK

- **CARACTÉRISTIQUES SIMILAIRES:**

1. Crise bancaire du système
2. Banques d'importance systémique (échelle nationale)
3. Fonds retirés par les déposants
4. Cession de créanciers et litige lié à la cession de bail
5. Aucune objection à la résolution extérieure

- **DIFFÉRENCES PRINCIPALES:**

1. Cause de défaut
2. Vitesse de prise de décision
3. Cascade de défauts (emprunteurs bancaires)
4. Gestion des actifs problématiques
5. Dépenses du budget de l'Etat
6. Re-privatisation
7. Répercussions

PRIVATBANK: augmentation de la dette publique liée à l'émission de bons du Trésor de 155,3 milliards (6 milliards de dollars) + paiements d'intérêts futurs de 184 milliards (12 milliards de dollars)

HARMONISATION DE LA LEGISLATION FISCALE UKRAINIENNE AVEC LES NORMES DE L'UE:

Cadre conceptuel pour la coordination des politiques fiscales dans l'UE

- Union économique et monétaire et harmonisation des politiques nationales et fiscales
- Conformité des directives et des traités de l'Union européenne en matière de fiscalité avec les principes fondamentaux de la politique de croissance inclusive
- Coordination de la fiscalité avec les grands principes du développement de l'économie de marché; réglementation des prix de transfert
- Soutien à la compétitivité des agents économiques de l'UE dans le monde
- Stabilité, prévisibilité, administration efficace

Accord d'association UE-Ukraine: Coopération en matière de fiscalité (art. 349-355)

- Gestion fiscale sur les principes de transparence, d'échange d'informations, de concurrence fiscale équitable
- Amélioration et développement du système fiscal et des autorités fiscales ukrainiennes (renforcement des capacités de collecte et de contrôle en mettant l'accent sur les procédures de remboursement de la TVA, le contrôle de la fraude fiscale, la fraude fiscale)
- Echange d'expériences et harmonisation des politiques de lutte contre la fraude fiscale
- Rapprochement progressif de la structure fiscale définie dans l'acquis de l'UE

L'UKRAINE REJOINT L'INITIATIVE DE L'OCDE - PLAN D'ACTION SUR L'ÉROSION DE BASE ET LE DÉPLACEMENT DES PROFITS (BEPS)

OCDE

Ukraine

Quatre étapes obligatoires sont proposées:

Étape 5 "Amélioration des mesures d'abus de taxe"

Étape 6 : Prévention des abus de privilèges dans le cadre des accords bilatéraux

Étape 14 "Améliorer la procédure de coordination mutuelle par le règlement des différends"

Étape 13 "Recommandations sur la documentation des prix de transfert et la divulgation par pays"

Amendements au Code des impôts de l'Ukraine (Projet de loi sur les amendements au Code des impôts de l'Ukraine pour la mise en œuvre du plan BEPS ")

Documentation sur les prix de transfert (TP) et rapports pays par pays

En Ukraine, les exigences relatives à la présentation de la documentation relative aux prix de transfert et du rapport sur les transactions contrôlées sont régies par le Code fiscal ukrainien (version de la loi du 23 novembre 2018, N° 2628-VIII)

**Niveaux de reporting : global, national,
rapports simplifiés, pays par pays**

SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ODD

Indicateurs de suivi de la mise en œuvre des ODD :

- Ecologie (objectifs 6, 7, 13, 14, 15)
- Bien-être social (objectifs 1,2,3,4,5,10,16)
- Croissance économique (objectifs 8, 11, 12)
- Développement de l'industrie (objectif 9)
- Partenariat (objectif 17)

Support d'information : reporting non financier des entités

Secteur public

Nécessite des conditions institutionnelles préalables à la mise en œuvre, à savoir:

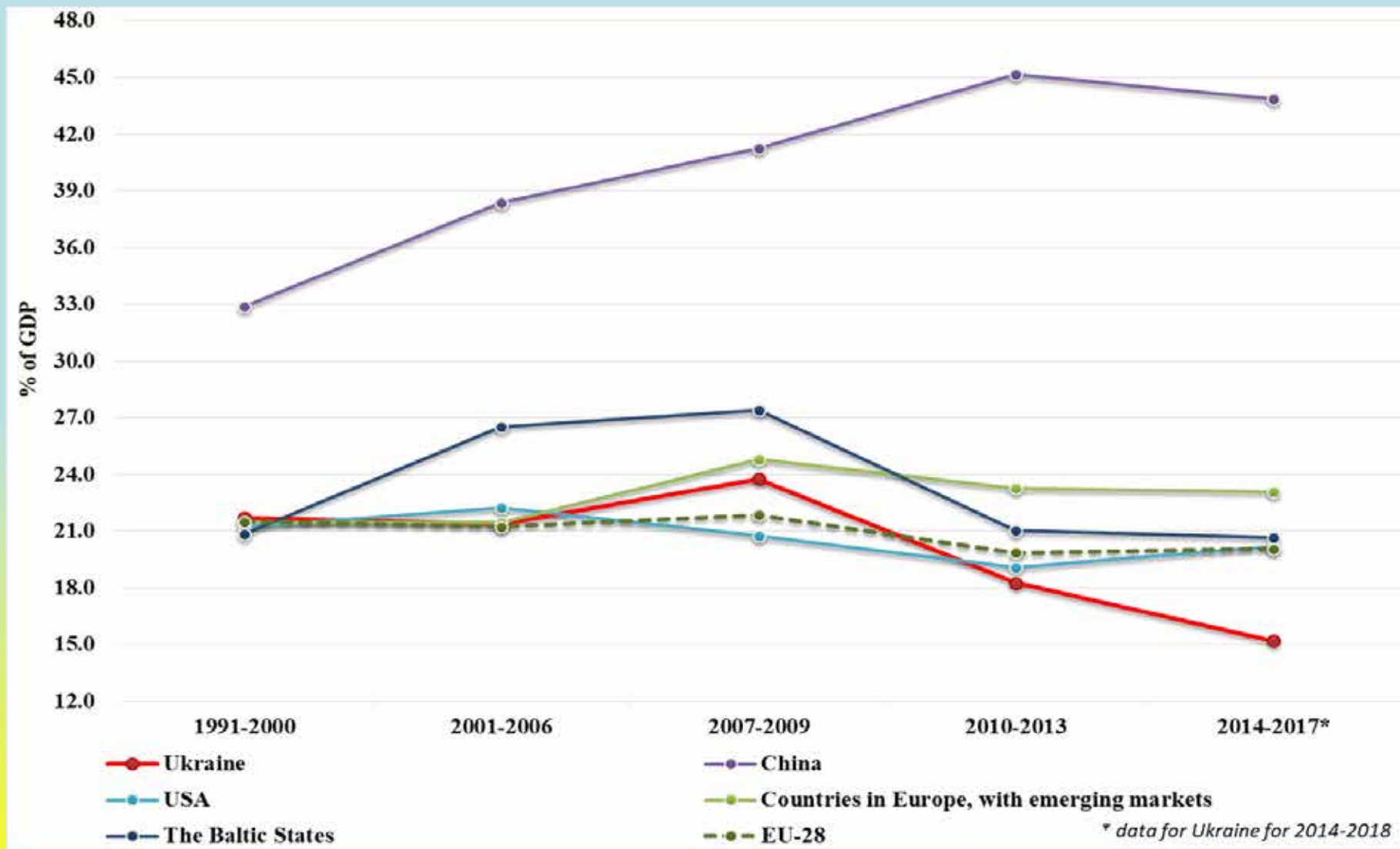
- Amendements à la législation budgétaire de l'Ukraine
- Mise à jour de la liste des indicateurs effectifs des programmes budgétaires
- Conception des normes de reporting extra-financier pour les institutions budgétaires

Secteur des entreprises

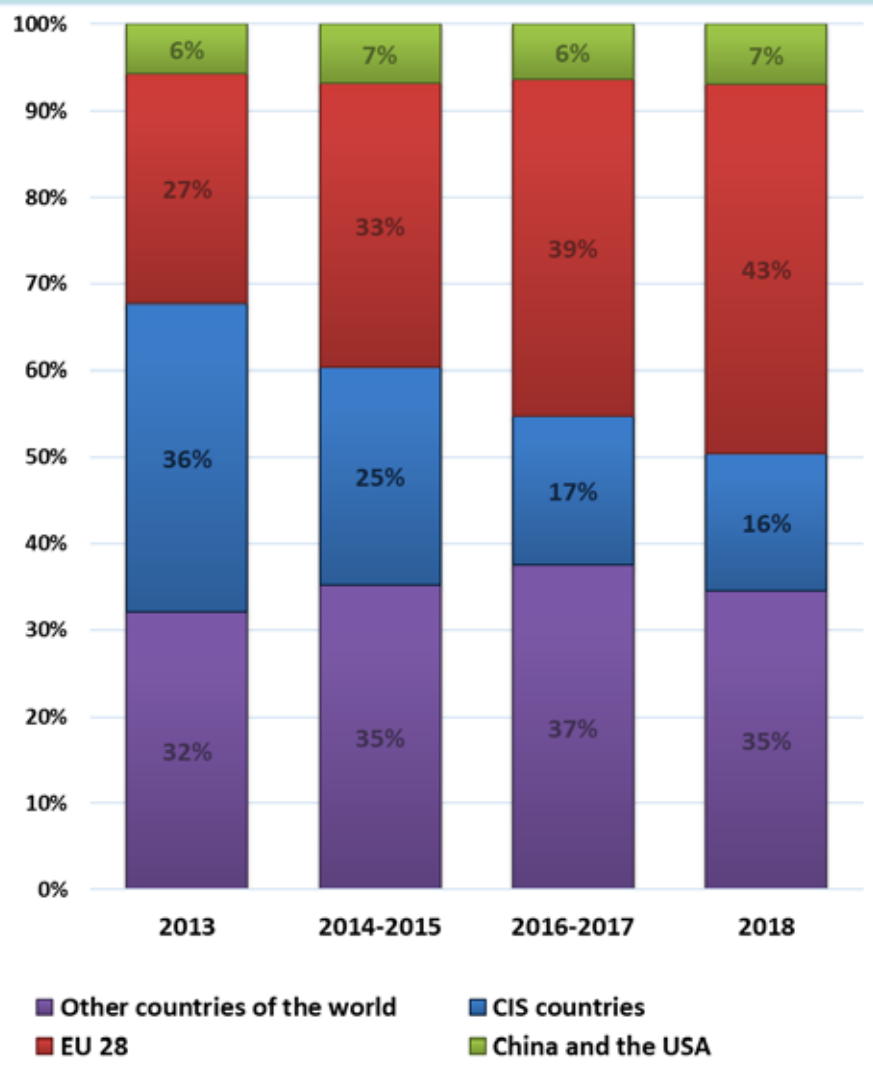
Introduit :

- Mise en œuvre des exigences législatives de l'UE dans la législation nationale de l'Ukraine
- Développement d'un support méthodologique pour la préparation de rapports non financiers, y compris les rapports de développement durable
- Respect des obligations relatives à l'accord sur la mise en œuvre du plan d'action pour lutter contre le flou de l'assiette fiscale et le retrait des bénéfices de l'impôt (BEPS, Base Erosion et Profit Shifting)

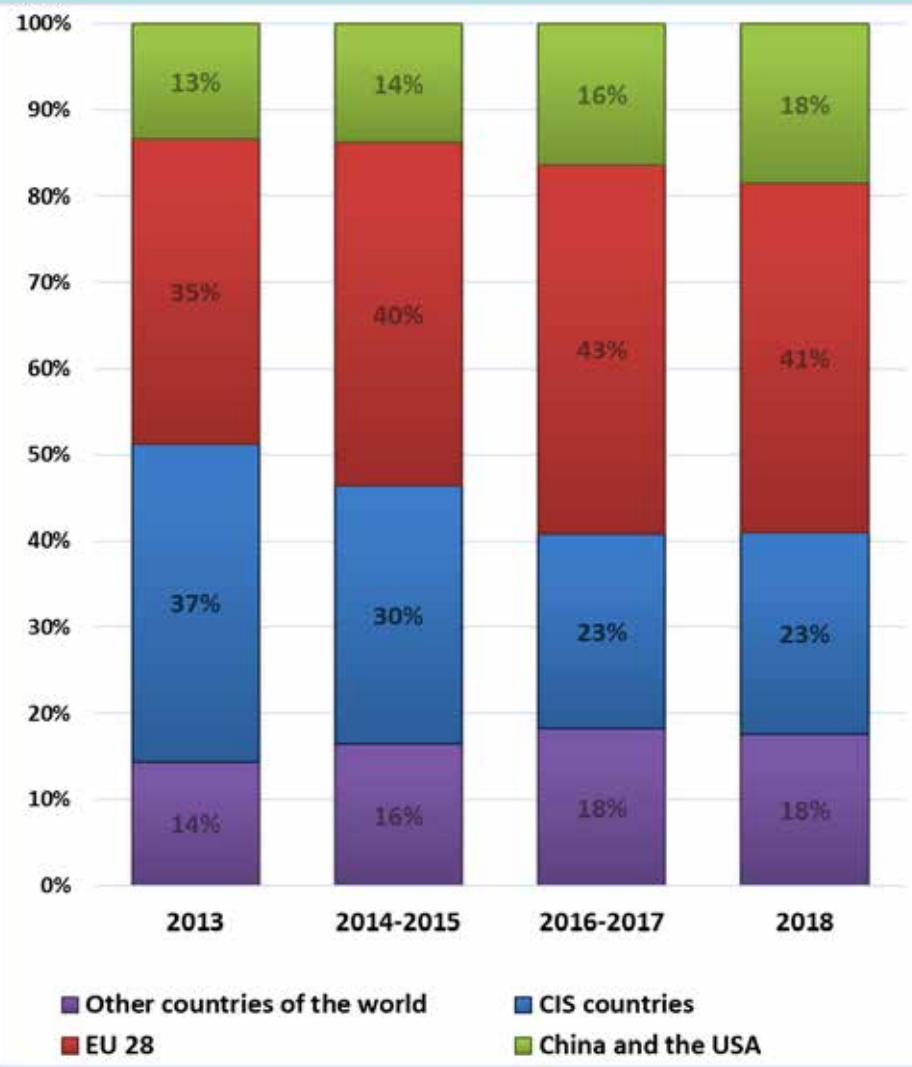
INDICATEUR DE LA PART DE LA FORMATION BRUTE DU CAPITAL FIXE, % du PIB (MOYENNE POUR LA PÉRIODE)



STRUCTURE GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE MARCHANDISES DE L'UKRAINE

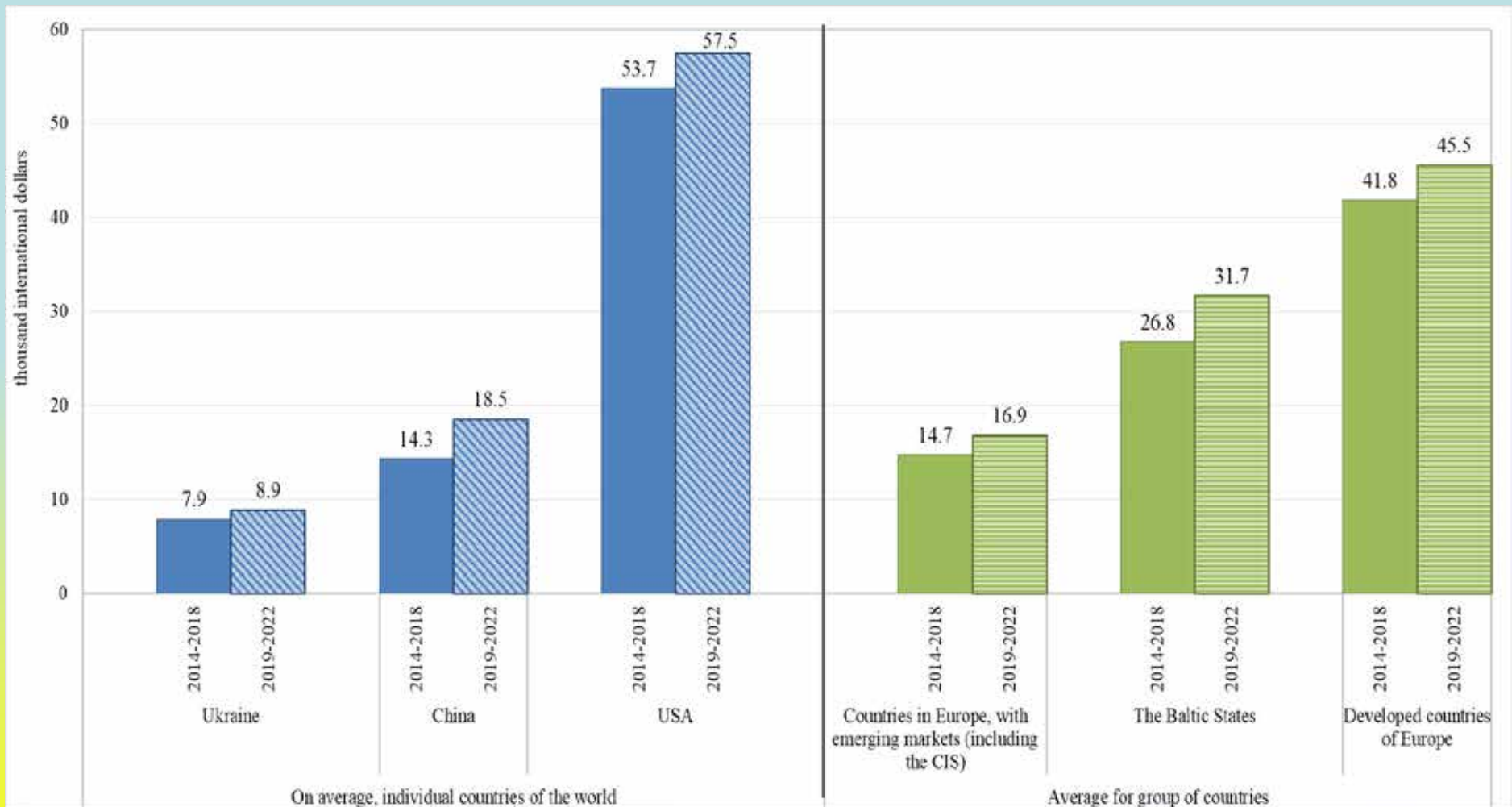


Exportation de marchandises



Importation de marchandises

PIB PAR HABITANT PAR PARITÉ DE POUVOIR D'ACHAT (PPP, À PRIX CONSTANT, THS. DOLLARS INTERNATIONAUX)



QUESTION 1

QUE FAIT VOTRE ÉTAT AVEC LE PORTEFEUILLE DE CRÉDIT «TOXIQUE» DE BANQUES SYSTÉMIQUEMENT IMPORTANTES LORS DE LA CRISE FINANCIÈRE?

- A. Les actifs toxiques ont été acquis par une société de gestion d'actifs appartenant à l'État.
- B. Les actifs toxiques ont été radiés
- C. Les prêts à problèmes ont été restructurés
- D. Les actifs toxiques ont été vendus à un prix inférieur au marché

QUESTION 2

DANS QUELLE MESURE L'EXPÉRIENCE D'UNE SOCIÉTÉ PUBLIQUE DE GESTION D'ACTIFS À PROBLÈMES A-T-ELLE ÉTÉ COURONNÉE DE SUCCÈS DANS VOTRE PAYS ?

- A. En général, c'est réussi. Les fonds publics pour le rachat d'actifs ont été entièrement récupérés
- B. Plutôt infructueux. Une grande partie des actifs n'a pas été réalisée pour cause de dépréciation, d'activité déficitaire, de gestion inefficace
- C. Il a été difficile d'évaluer jusqu'à présent, car le délai de fermeture du PAMC n'est pas encore venu.
- D. Une telle société n'a pas été créée dans notre pays, mais je pense que ce serait approprié.

QUESTION 3

QUELLE STRUCTURE DE LA DOCUMENTATION DES PRIX DE TRANSFERT ET DES RAPPORTS PAYS PAR PAYS DANS LE CADRE D'ACTION 13 DU PLAN D'ACTION DE BEPS «*DES INSTRUCTIONS SUR LES DOCUMENTS D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX PAR TRANSFERT*» A-T-ELLE ÉTÉ **APPLIQUÉE DANS VOTRE PAYS?**

- A. Fichier maître
- B. Fichier principal, fichier local
- C. Fichier maître, fichier local, rapports pays par pays
- D. Autre

QUESTION 4

QUELLES SONT LES APPROCHES DE L' INTÉGRATION DES IPSAS DANS LES SYSTÈMES DE COMPTABILITÉ NATIONAUX DU SECTEUR PUBLIC DE VOS PAYS (PAYS À ÉCONOMIE EN TRANSITIVE) ?

- A. *Mise en œuvre directe des normes IPSAS* , c'est-à-dire utilisation directe des normes internationales, avec application intégrale de la méthode de la comptabilité d'exercice
- B. *Mise en œuvre directe des normes IPSAS* , c'est-à-dire utilisation directe des normes internationales, avec application partielle de la méthode de la comptabilité d'exercice
- C. *Mise en œuvre directe des normes IPSAS* , c'est-à-dire utilisation directe des normes internationales, avec utilisation de la méthode de la comptabilité de caisse
- D. L'application des normes IPSAS comme base pour l'élaboration de normes comptables nationales dans le secteur public, avec l'application intégrale de la méthode de la comptabilité d'exercice
- E. L'application des normes IPSAS comme base pour l'élaboration de normes comptables nationales dans le secteur public, avec l'application partielle de la méthode de la comptabilité d'exercice
- F. L'application des normes IPSAS comme base pour l'élaboration de normes comptables nationales dans le secteur public, en utilisant la méthode de la comptabilité de caisse

DANS LA PREPARATION DU RAPPORT, LES RESULTATS DES TRAVAUX DE RECHERCHE EFFECTUES CONFORMEMENT AUX TRAVAUX DE RECHERCHE DE L'ACADEMIE DE GESTION FINANCIERE:

Développement du concept de règles budgétaires et de leur mise en œuvre institutionnelle et normative dans le système de planification budgétaire à moyen terme en Ukraine	0118U000287*
Formation d'un système de gestion des risques budgétaires en Ukraine: Théorie, méthodologie, pratique	0118U000285
Principes théoriques et méthodologiques et sciento-pratiques de la normalisation et de la stimulation des travaux de recherche	0118U000277
Tendances et mécanismes des économies nationales innovatrices dans les conditions de la mondialisation	0118U000286
Gestion des orientations stratégiques des ressources attirées par les institutions financières internationales dans les conditions d'une nouvelle réalité économique	0118U000280
Renforcer le rôle des banques d'État pour assurer le développement du secteur réel de l'économie ukrainienne	0118U000284
Transformation du système de taxation simplifié dans le contexte des approches européennes en matière d'aide publique aux petites et microentreprises	0118U000281
Harmonisation du cadre juridique et réglementaire en matière de comptabilité et de reporting des gestionnaires de fonds budgétaires (établissements d'enseignement supérieur) avec les normes comptables internationales du secteur public	0118U000279
Règlement des différences conceptuelles et terminologiques et amélioration du reporting d'entreprise dans le contexte de l'intégration européenne	0118U000282
Organisation du contrôle interne et audit interne des dépenses budgétaires pour la fourniture (production) de services d'enseignement par les établissements d'enseignement supérieur	0118U000283
Gestion des dépenses budgétaires (dépenses) pour les services d'enseignement supérieur: méthodologie, organisation, information et support analytique	0118U000278
Mécanismes de financement et stimulation fiscale pour attirer les investissements en science et en éducation	0117U000600
Principes scientifiques et méthodiques d'analyse comparative du système d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs de la recherche et du développement (RD) conformément aux normes internationales et nationales	0117U000601

* Numéro d'enregistrement
d'état

JE VOUS REMERCIE DE VOTRE ATTENTION !



Tetiana Iefymenko, présidente de l'Académie de gestion financière, membre titulaire de l'Académie nationale des sciences d'Ukraine, docteur en sciences économiques, professeure of the National Academy of Sciences of Ukraine, Doctor of economics, Professor

E-mail: afu@afu.kiev.ua

WWW afu.kiev.ua

Bureau d'accueil +380 44 277 51 15

Téléphone portable +380 95 282 28 49